

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 12/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SODEM**

1 Place de la Madeleine  
Marchezais  
28410 Broué

Références : IC250320\_VAT20250203  
Code AIOT : 0010000427

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2025 dans l'établissement SODEM implanté 1, Place de la Madeleine Marchezais 28410 Broué. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SODEM
- 1, Place de la Madeleine Marchezais 28410 Broué
- Code AIOT : 0010000427
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SODEM est implantée sur les communes de Broué et Marchezais.

Elle est autorisée à exploiter une unité de stockage de céréales et de paille par arrêté préfectoral d'autorisation n° 1884 du 6 août 1990.

Depuis la délivrance de l'autorisation, plusieurs modifications ont été portées aux installations existantes.

Un arrêté préfectoral complémentaire a été pris le 16 février 2022 pour mettre à jour la situation administrative et les prescriptions applicables aux activités exploitées dans la partie Est de la route départementale 21 de l'établissement.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Risque surpression/projection

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Stockage extérieur de paille en îlots	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 1.3 et 1.5.3.1	Mesures d'urgence, Demande d'action corrective	1 mois
10	Gestion des biodéchets	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 5.1.2 et 5.1.3	Demande d'action corrective	45 jours
11	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	1 mois
12	Moyens de défense incendie	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.3.1.1.1 et 7.7.3	Demande d'action corrective, Mesures d'urgence	5 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance des installations et des travaux_NC_Pd C2_VI_23-09-2024	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Travaux par point chaud et permis feu_NC_PdC3_VI_23-09-2024	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Suivi des conditions de	AP Complémentaire du 16/02/2022,	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	stockage_NC_PdC13_VI_23-09-2024	article 7.5.2.4		
4	Suivi de l'humidité dans les stockages_NC_PdC14_VI_23-09-2024	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.5.2.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Consistance des installations_NC_PdC9_VI_23-09-2024	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 1.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Usage du bâtiment 10_NC_PdC10_VI_23-09-2024	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 1.7.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	Étude de dangers_NC_PdC11_VI_23-09-2024	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 1.7.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
8	Circulation dans l'établissement_NC_PdC7_VI_23-09-2024	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des installations et des travaux\_NC\_PdC2\_VI\_23-09-2024

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 23/09/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> </ul>

- date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2024

#### **Prescription contrôlée :**

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident

#### **Constats :**

##### **Constat du 23 septembre 2024 :**

L'exploitant ne dispose pas de consigne de sécurité ni de procédure d'exploitation finalisée pour l'ensemble des installations, et comportant explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci, en cas d'incident grave ou d'accident.

En réponse au constat susvisé, par courrier du 17 décembre 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection que les consignes de sécurité et plans d'évacuation sont affichés sur le site. L'ensemble des silos de stockage et des process de production sont gérés par des automates. Ces derniers sont justement paramétrés pour permettre un démarrage dans le bon ordre des installations afin d'assurer une sécurité maximale.

Nous complétons néanmoins cette sécurité par l'affichage de la note jointe en annexe 1.

##### **Constat du 5 mai 2025 :**

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation ne comportent pas explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations, et à la remise en service de celles-ci en cas de dysfonctionnement, incident et accident.

Toutefois, suivant la note objet de l'annexe 1 du courrier susvisé du 17 décembre 2024, la levée des anomalies doit être effectuée uniquement par le personnel de la maintenance.

La visite in-situ a permis de visualiser l'affichage effectif de ladite note dans les installations.

Dans ce contexte, **l'écart associé au point de contrôle n°2 associé à l'inspection du 23 septembre 2024, est soldé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Travaux par point chaud et permis feu\_NC\_PdC3\_VI\_23-09-2024**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions générales

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2024

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat du 23 septembre 2024 :</b></p> <p>Le permis de travail délivré le 16 avril 2024, au profit de la société RV HUET, ne fait notamment pas mention de la vérification effective des installations en configuration normale, et l'évacuation du matériel de chantier à l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité.</p> <p>En réponse au constat susvisé, par courrier du 17 décembre 2024, l'exploitant a communiqué à l'inspection la copie du permis de feu délivré le 5 juillet 2024 pour l'intervention de la société CERES Montage qui mentionne l'évacuation du matériel et les rondes complémentaires effectuées par le chef de l'établissement après le départ des ouvriers, à 2 et 3 heures d'intervalles.</p> <p><b>Constat du 5 mai 2025 :</b></p> <p>La consultation du permis de feu délivré le 13 février 2025 pour la réalisation de travaux par points chauds dans le silo n°1 (case 1) par le service maintenance de la société SODEM, n'appelle pas d'observation.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> <p>Dans ce contexte, l'écart associé au point de contrôle n°3 associé à l'inspection du 23 septembre 2024, est soldé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Suivi des conditions de stockage\_NC\_PdC13\_VI\_23-09-2024**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.5.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque d'auto-échauffement</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/09/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux installations et correctement répartis.</p> <p>Les cellules de stockage sont toutes équipées de sondes thermométriques adaptées à leur configuration. [...] La périodicité des relevés de température est déterminée par l'exploitant. Elle est a minima hebdomadaire tant que la température n'est pas stabilisée, puis mensuelle lorsqu'elle est stabilisée.</p> <p>Les relevés de température [...] font l'objet d'un enregistrement.</p>

## Constats :

### Constat du 3 avril 2024 :

Pour mémoire, l'inspection du 3 avril 2024 avait permis de constater l'absence de moyens de contrôle de la température dans les stockages de coques de tournesol au niveau du bâtiment 10, concernés par l'incident du 30 avril 2024.

Par ailleurs, aucun stockage de produits autres que de la paille n'est autorisé dans le bâtiment n°10 à ce jour.

L'exploitant a indiqué prévoir procéder à l'installation de moyens de suivi fixes de la température, sans préciser de délai quant à la réalisation de ces travaux.

**NC associée au PdC n°5 : L'exploitant ne dispose pas de moyen de contrôle de la température d'une partie des produits susceptibles de fermenter stockés sur le site, au jour de l'inspection.**

Dans le cadre des suites relatives au point de contrôle PdC n°5 de la visite du 3 avril 2024, il a été demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection les justificatifs permettant de lever cet écart.

### Constat du 23 septembre 2024 :

En réponse à la demande rappelée ci-avant, par courrier du 4 juin 2024 complété le 8 juillet 2024, l'exploitant s'est engagé à équiper son installation de 50 sondes mobiles connectées permettant de suivre en continu, avec report d'alarme, l'ensemble du stockage en vrac des produits entreposés dans le bâtiment 10.

L'exploitant a indiqué que ces sondes mobiles connectées, d'une longueur de 4 m, à placer au cœur du stockage des stockages tels que ceux associés aux coques de tournesol réalisé dans la partie Ouest du bâtiment 10, ont été commandées le 2 août 2024.

Ces dispositifs devront permettre l'enregistrement des températures relatives aux produits entreposés dans la partie Ouest du bâtiment 10.

Au 23 septembre 2024, la surveillance des éventuelles dérives de la température de ces produits est assurée par des caméras thermiques judicieusement réparties dans le bâtiment. En cas de dérive, une levée de doute est réalisée à partir du téléphone de l'agent alerté. Cette mesure constitue une mesure compensatoire, mais ne se substitue pas aux mesures à mettre en œuvre pour permettre le suivi et l'enregistrement des températures des produits entreposés dans la partie Ouest du bâtiment 10.

**La non-conformité associée au point de contrôle PdC n°5 de la visite d'inspection du 3 avril 2024 est maintenue avec le libellé suivant : L'exploitant ne dispose pas de moyen de contrôle de la température des produits susceptibles de fermenter stockés dans la partie Ouest du bâtiment 10.**

En réponse à ce constat, par courrier du 17 décembre 2024, l'exploitant a indiqué que la société ISISAFE a terminé le 4 décembre 2024 l'installation de 50 sondes mobiles connectées, d'une longueur de 4 m, qui lui permettent de connaître la température des stockages en vrac, en temps réel, avec alarme à distance... etc. Le bon d'intervention et une photographie attestent de la mise en service de l'installation sont joints au courrier du 17 décembre 2024.

### Constat du 5 mai 2025 :

La visite in-situ a permis de constater :

- la présence des sondes mobiles dans les bâtiments n°10 et 11.
- le suivi mis en place pour assurer la traçabilité imposée par l'article 7.5.2.4 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2022.

Les mesures mises en œuvre pour répondre aux constats des 3 avril et 23 septembre 2024 n'appellent pas d'observation.

Dans ce contexte, **l'écart associé au point de contrôle n°13 associé à l'inspection du 23 septembre 2024, est soldé.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi de l'humidité dans les stockages\_NC\_PdC14\_VI\_23-09-2024

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.5.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Auto-échauffement

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation. [...]

Les produits (céréales, granulés, paille notamment) sont contrôlés en humidité avant stockage de façon à ce qu'ils ne soient pas stockés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité. [...]

Il est remédié à toute infiltration d'eau, susceptible d'être à l'origine de phénomènes d'auto-échauffement des produits stockés, dans les délais les plus brefs.

L'exploitant prend toutes mesures pour éviter l'auto-échauffement des stockages de paille, de granulés et les déchets de céréales. Il réalise notamment, préalablement à leur stockage, des mesures d'humidité à une fréquence qu'il détermine dans ses consignes sur les stockages de granulés et les stockages de déchets de céréales. Les résultats de ces mesures font l'objet d'un enregistrement. En cas de dépassement des seuils maximaux qu'il aura définis dans une consigne, l'exploitant prend des mesures adaptées visant à éviter l'auto-échauffement.

**Constats :**

**Constat du 3 avril 2024 :**

Pour mémoire, l'inspection du 3 avril 2024 avait permis de constater que les stockages de coques de tournesol, concernés par l'incident du 29 mars 2024, étaient présents dans le bâtiment 10 depuis environ 6 à 9 mois, selon l'exploitant. En l'absence de suivi des conditions de stockage de ces produits, d'enregistrement périodique de leur température, aucune mesure pour limiter les risques d'auto-échauffement au sein de ses stockages n'est mise en œuvre.

**NC associée au PdC n°6 : l'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a pas pris toutes les mesures nécessaires pour limiter les risques d'auto-échauffement au sein de ses stockages.**

Dans le cadre des suites relatives au point de contrôle PdC n°6 de la visite du 3 avril 2024, il a été demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection les justificatifs permettant de lever cet écart.

**Constat du 23 septembre 2024 :**

En réponse à la demande rappelée ci avant, par courrier du 4 juin 2024, l'exploitant a indiqué qu'il dispose d'un plan de contrôle sur les réceptions de matières premières qui lui permet de



contrôler l'humidité à réception (une copie de ce plan était jointe en annexe du courrier précité). Comme mentionné dans la fiche relative au point de contrôle n°13 de la présente inspection, l'exploitant a présenté le bon de commande de 50 sondes de mesure de la température des produits qu'il entrepose dans ses bâtiments de stockage, tel que le bâtiment 10. La mise en place de ces sondes mobiles connectées, d'une longueur de 4 m, permettant notamment de mesurer en temps réel la température des coques de tournesol entreposées dans la partie Ouest du bâtiment 10, sera effective dans les semaines à venir.

**La non-conformité associée au point de contrôle PdC n°6 de la visite d'inspection du 3 avril 2024 est maintenue avec le libellé suivant : L'exploitant n'a pas pris toutes les mesures nécessaires pour limiter les risques d'auto échauffement au sein de ses stockages.**

En réponse à ce constat, par courrier du 17 décembre 2024, l'exploitant a indiqué que son plan de contrôle impose la prise d'humidité journalière sur les camions entrants, Cf tableaux joints en annexe 5 de ce même courrier.

Cette mesure de prévention, doublée de la surveillance avec les sondes mobiles nous permet d'affirmer que nous contrôlons l'humidité dans le stockage.

**Constat du 5 mai 2025 :**

La visite in-situ a permis de constater :

- la mise en place effective de sondes mobiles dans les bâtiments et le report d'alarme en cas de dépassement d'une température prédéterminée par l'exploitant vers les téléphones portables des responsables de l'établissement et des installations ;
- la réalisation de rondes hebdomadaires par les responsables des installations afin de s'assurer de l'absence de dégagements olfactifs au niveau des stockages en vrac des céréales, des agro-pellets et des matières premières organiques, telles que les coques de tournesol.

Les mesures mises en œuvre pour répondre aux constats des 3 avril et 23 septembre 2024 n'appellent pas d'observation.

Dans ce contexte, **l'écart associé au point de contrôle n°14 associé à l'inspection du 23 septembre 2024, est soldé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Consistance des installations\_NC\_PdC9\_VI\_23-09-2024**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/02/2022, article 1.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Consistance des installations

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2025

**Prescription contrôlée :**

Les installations relèvent des rubriques listées dans le tableau de classement en annexe 1 du présent arrêté.

Rubrique 1530-2, sous le régime de l'enregistrement (32 456 m<sup>3</sup>) - Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des

établissements recevant du public :

Stockages de paille : bâtiment 10 : 30 456 m<sup>3</sup>, bâtiment 3 - 3 cases : 1 000 m<sup>3</sup> (1) et bâtiment 9 : 1 000 m<sup>3</sup>

Rubrique 1532-3, sous le régime de la déclaration (14 758 m<sup>3</sup>) - Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public.

Stockage de grumes en zone 26 et devant le bâtiment 6 : 12 000 m<sup>3</sup>, bâtiment 3 - 3 cases : 1 000 m<sup>3</sup>(1), bâtiment 10 (litière) : 1 008 m<sup>3</sup> et «Hall» devant bâtiment 10 (litière) : 750 m<sup>3</sup>.

(1) La somme des quantités des matières présentes dans le bâtiment 3 relevant des rubriques 1530 et 1532 ne dépasse pas 1 000 m<sup>3</sup> au total.

## Constats :

### Constat du 3 avril 2024 :

Pour mémoire, selon l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2022, le bâtiment 10 est dédié au stockage de paille dans sa partie Ouest, ainsi qu'au stockage et l'ensilage de litière pour animaux, sur sa partie Est.

Lors de l'inspection du 3 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté la présence, dans la partie Ouest du bâtiment 10, d'un stockage d'environ 2000 tonnes de coques de tournesol, réparties en 2 tas distincts.

L'exploitant avait indiqué que cette organisation était due à la gestion de l'incident du 29 mars 2024, afin de permettre l'accès au cœur du stockage pour retirer les produits à l'origine du phénomène d'auto échauffement.

**Non-conformité associée au PdC n°1 : La présence de coques de tournesol n'est pas en cohérence avec l'usage défini pour le bâtiment 10 de l'établissement dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2022.**

Dans le cadre des suites relatives au point de contrôle PdC n°1 de la visite du 3 avril 2024, une procédure contradictoire, avant adoption d'une mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.2.1 de l'APC du 16 février 2022 ou de régulariser la situation administrative de cette activité, a été initiée le 17 juin 2024.

### Constat du 23 septembre 2024 :

En réponse au constat susvisé, par courrier du 4 juin 2024 complété le 8 juillet 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection :

- qu'il réfute totalement la notion de déchets retenue pour les coques de tournesol ;
- qu'il va établir un porter à connaissance des modifications qu'il a apportées à ses installations, en application de l'article 1.7.1 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2022.

La visite in-situ a permis de constater le maintien de la présence d'un stockage de coques de tournesol dans la partie Ouest du bâtiment 10.

L'exploitant a rappelé à l'inspection qu'il a confié au Cabinet ADC la rédaction d'un porter à connaissance des modifications qu'il a apportées à ses installations, comme stipulé dans son courrier du 8 juillet 2024. Un délai de l'ordre de 4 à 6 mois serait nécessaire pour établir ce porter à connaissance qui nécessite une évaluation des effets redoutés pour les nouveaux stockages envisagés.

**Aussi, la non-conformité associée au point de contrôle PdC n°1 de la visite d'inspection du 3 avril 2024 est maintenue : L'exploitant a modifié l'usage du bâtiment 10, sans avoir préalablement porté à la connaissance du Préfet d'Eure-et-Loir cette modification, et évalué les effets associés.** Par courrier du 9 avril 2025, l'exploitant a adressé à l'inspection le porter à connaissance établi par le Cabinet ADC, afin d'examiner les conséquences potentielles du changement des produits

entreposés notamment dans le bâtiment n°10.

**Constat du 5 mai 2025 :**

Le porter à connaissance du 9 avril 2025, établi en application des articles L. 181-14 et du R. 181-46 du Code de l'environnement, fait état :

- des évolutions réglementaires introduite depuis 2022, concernant notamment le classement dans les rubriques 1530 (paille) et stockage de bois (1532) ;
- des activités et installations non recensées dans l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 16 février 2022 ;
- des modifications portées aux activités existantes réglementées par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 16 février 2022, et envisagées par l'exploitant, en lien tout particulièrement avec la production et le stockage d'agro-pellets CALYS, en remplacement des pellets bois ;
- des effets redoutés pour les nouveaux stockages envisagés.

Dans ce contexte, **l'écart associé au point de contrôle n°9 associé à l'inspection du 23 septembre 2024, est soldé, et l'exploitant a satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 octobre 2024.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 6 : Usage du bâtiment 10\_NC\_PdC10\_VI\_23-09-2024**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/02/2022, article 1.7.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Modification des installations

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2025

**Prescription contrôlée :**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

**Constat du 3 avril 2024 :**

Pour mémoire, selon l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2022, le bâtiment 10 est dédié au stockage de paille dans sa partie Ouest, ainsi qu'au stockage et l'ensachage de litière, sur sa partie Est.

Lors de l'inspection du 3 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté la présence, dans la partie Ouest du bâtiment 10, d'un stockage d'environ 2000 tonnes de coques de tournesol, réparties en 2 tas distincts.

**NC associée au PdC n°2 : l'exploitant a modifié l'usage du bâtiment 10, sans avoir préalablement porté à la connaissance du Préfet d'Eure-et-Loir cette modification et évalué les effets associés.**

Dans le cadre des suites relatives au point de contrôle PdC n°2 de la visite du 3 avril 2024, une procédure contradictoire, avant adoption d'une mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.7.1 de l'APC du 16 février 2022, a été initiée le 17 juin 2024.

**Constat du 23 septembre 2024 :**

En réponse au constat susvisé, par courrier du 4 juin 2024 complété le 8 juillet 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection :

- qu'il réfute totalement la notion de déchets retenue pour les coques de tournesol ;
- qu'il va établir un porter à connaissance des modifications qu'il a apportées à ses installations, en application de l'article 1.7.1 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2022.

La visite in-situ a permis de constater le maintien de la présence d'un stockage de coques de tournesol

dans la partie Ouest du bâtiment 10.

L'exploitant a rappelé à l'inspection qu'il a confié au Cabinet ADC la rédaction d'un porter à connaissance des modifications qu'il a apportées à ses installations, comme stipulé dans son courrier du 8 juillet 2024.

**La non-conformité associée au point de contrôle PdC n°2 de la visite d'inspection du 3 avril 2024 est maintenue : L'exploitant a modifié l'usage du bâtiment 10, sans avoir préalablement porté à la connaissance du Préfet d'Eure-et-Loir cette modification, et évalué les effets associés.**

Par courrier du 9 avril 2025, l'exploitant a adressé à l'inspection le porter à connaissance établi par le Cabinet ADC.

**Constat du 5 mai 2025 :**

Le porter à connaissance du 9 avril 2025, établi en application des articles L. 181-14 et du R. 181-46 du Code de l'environnement, fait état :

- des évolutions réglementaires introduite depuis 2022, concernant notamment le classement dans les rubriques 1530 (paille) et stockage de bois (1532) ;
- des activités et installations non recensées dans l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 16 février 2022 ;
- des modifications portées aux activités existantes réglementées par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 16 février 2022, et envisagées par l'exploitant, en lien tout particulièrement avec la production et le stockage d'agro-pellets CALYS, en remplacement des pellets bois.

Le tableau du paragraphe 2.2 du PAC synthétise le classement des activités projetées et permet de faire le bilan de l'évolution du classement ICPE du site.

Dans ce contexte, **l'écart associé au point de contrôle n°10 associé à l'inspection du 23 septembre 2024, est soldé, et l'exploitant a satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 octobre 2024.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 7 : Étude de dangers\_NC\_PdC11\_VI\_23-09-2024**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/02/2022, article 1.7.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Mise à jour de l'étude de dangers

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2025

#### **Prescription contrôlée :**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

#### **Constats :**

##### **Constat du 3 avril 2024 :**

Pour mémoire, les flux thermiques calculés dans le cas d'un incendie débutant au sein du bâtiment 10 de la société SODEM correspondent à un stockage de paille, selon des hypothèses définies dans l'étude de dangers de l'établissement.

Dans ce cadre, le stockage d'autres produits combustibles au sein de ce bâtiment, en lieu et place du stockage de paille prévu à cet endroit, nécessite la mise

à jour de l'étude de dangers de l'établissement concernant le bâtiment 10, en particulier pour déterminer les conditions de stockage nécessaires pour éviter la sortie des flux thermiques dus à un incendie des produits stockés de l'enceinte de l'établissement.

**Au jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas transmis de mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement.**

Dans le cadre des suites relatives au point de contrôle PdC n°3 de la visite du 3 avril 2024, une procédure contradictoire, avant adoption d'une mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.7.2 de l'APC du 16 février 2022, a été initiée le 17 juin 2024.

##### **Constat du 23 septembre 2024 :**

En réponse au constat susvisé, par courrier du 4 juin 2024 complété le 8 juillet 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection :

- qu'il va mettre à jour notre étude de danger, en faisant notamment réaliser une étude Flumilog sur le bâtiment 10 en simulant la présence de coques de tournesol ;
- que la difficulté restera que les produits stockés sous ce bâtiment peuvent évoluer.

Un délai de 4 à 6 mois est nécessaire pour finaliser la mise à jour de l'étude de dangers.

**La non-conformité associée au point de contrôle PdC n°3 de la visite d'inspection du 3 avril 2024 est maintenue : L'exploitant n'a pas transmis une mise à jour de l'étude de dangers de son établissement, en regard des modifications portées à ses installations, notamment concernant la nature des produits entreposés dans le bâtiment 10.**

Par courrier du 9 avril 2025, l'exploitant a adressé à l'inspection le porter à connaissance établi par le Cabinet ADC.

##### **Constat du 5 mai 2025 :**

Le porter à connaissance du 9 avril 2025, établi en application des articles L. 181-14 et du R. 181-46 du Code de l'environnement, fait état des modifications portées aux activités existantes réglementées par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 16 février 2022, et

envisagées par l'exploitant.

Selon les conclusions de l'étude de dangers actualisée et jointe au PAC précité, le changement de destination de stockage du bâtiment 10 peut avoir comme conséquence un incendie des produits en vrac et une rupture de paroi uniquement pour le stockage des coques de tournesol, des agropellets et de la sciure dans le bâtiment 10.

La gravité d'un accident majeur dans le bâtiment 10 est classé modérée, avec aucune personne exposée à des effets létaux et aucune personne exposée à des effets irréversibles.

Des mesures organisationnelles sont à mettre en place en cas d'incendie dans le bâtiment 10 en attendant l'arrivée du SDIS :

- en cas d'incendie dans le bâtiment 10 au niveau de la zone de stockage des sciures de bois, il faudrait couper le fonctionnement du transport pneumatique pour éviter tout effets dominos sur la partie Ouest du bâtiment 10.
- en cas d'incendie dans l'angle est du bâtiment 10 et de risque d'effets dominos, le personnel devra utiliser le RIA du bâtiment 2 pour réaliser un rideau d'eau.

Dans ce contexte, **l'écart associé au point de contrôle n°11 associé à l'inspection du 23 septembre 2024, est soldé, et l'exploitant a satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 octobre 2024.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 8 : Circulation dans l'établissement\_NC\_PdC7\_VI\_23-09-2024

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Aménagements des voies d'accès

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention.

**Constats :**

**Constat du 23 septembre 2024 :**

L'établissement dispose de 3 entrées distinctes.

La voie principale d'accès à la zone d'activité est partiellement occupée par l'exploitant SODEM pour réaliser ses opérations de manutention du bois.

**Cette voie de circulation et d'accès à l'ensemble des établissements de la zone d'activité n'est pas maintenue en constant bon état de propreté et dégagée de tout objet susceptible de gêner le passage.**

**Par ailleurs, l'inspection a constaté la présence de véhicules à proximité des installations, notamment des silos n°1 et 2, de nature à modifier les distances d'ensevelissement et perturber les éventuelles interventions à mettre en œuvre, en phase accidentelle.**

Dans sa réponse du 17 décembre 2024, l'exploitant a indiqué que la voie commune de circulation est maintenue libre d'accès ; une note a été affichée à la bascule afin de préciser aux chauffeurs extérieurs la nécessité de laisser l'accès libre Cf annexe 3 jointe.

**Constat du 5 mai 2025 :**

La réponse de l'exploitant est notablement incomplète ; elle traite uniquement du maintien de l'accès en permanence au niveau de la voie de circulation commune aux établissements de la zone d'activité. Aucune réponse n'est apportée sur l'état de propreté de cette même voie et la présence de véhicules à proximité des installations, telles que les silos n°1 et 2, de nature à modifier les distances d'ensevelissement et perturber les éventuelles interventions à mettre en œuvre, en phase accidentelle.

La visite in-situ a permis de constater la présence de 2 véhicules des personnels stationnés à proximité immédiate du silo n°1. Ces véhicules ont immédiatement été déplacés.

**Pas d'écart constaté.**

**Dans ce contexte, l'écart associé au point de contrôle n°7 associé à l'inspection du 23 septembre 2024, est soldé**

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 9 : Stockage extérieur de paille en îlots**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/02/2022, article 1.3 et 1.5.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Règles d'implantation

**Prescription contrôlée :**

**Article 1.3 :**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

**Article 1.5.3.1 :**

Les stockages de paille de l'établissement sont implantés à une distance minimale de 30 mètres de tous les produits et installations au sein de l'établissement susceptibles de produire des effets toxiques ou des explosions en cas d'incendie du stockage (stockage d'engrais solides à base de nitrates d'ammonium ou stockage de produits phytopharmaceutiques notamment), sauf si l'exploitant met en place des équipements dont il justifie la pertinence afin que ces produits et installations soient protégés de tels effets dominos. Les éléments de démonstration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Pour mémoire, suivant le porter à connaissance du 10 mai 2019, modifié le 31 janvier 2021, le stockage de paille en extérieur est constitué de 4 îlots de 40 m de longueur, 25 m de largeur et d'une hauteur maximale de 10,4 m, implanté à plus de 20 m des limites du su site et à plus de 30 m .

**Le 5 mai 2025, le stockage de paille en extérieur n'était pas constitué de 4 îlots conformément aux engagements de l'exploitant pris au travers de son porter à connaissance précité, et exploité conformément aux dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 1530.**

**Les distances d'isolement entre les différents îlots et vis-à-vis du bâtiment 10 ainsi que des tiers ne sont pas respectées.**

En effet, comme le montrent les photographies jointes au présent point de contrôle, les limites des stockages de paille ne sont pas implantées à une distance minimale des limites du site calculée de façon à ce que les effets létaux au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 soient contenus dans l'enceinte de l'établissement en cas d'incendie, soit au moins égale à 20 mètres, et à plus de 30 mètres de tous les produits et installations au sein de l'établissement susceptibles de produire des effets toxiques ou des explosions en cas d'incendie du stockage ainsi que de l'établissement tiers implanté à proximité du bâtiment10.

**A noter, il a par ailleurs été constaté la présence de pailles humides et dégradées de nature à générer un départ de feu (compostage en cours observé) ainsi que de nombreux stockages d'issues de procédé de fabrication de pellets et de céréales, biodéchets majoritairement compostés.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°9.

En cas de sollicitation de délais complémentaires de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mesures d'urgence, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 10 : Gestion des biodéchets**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/02/2022, article 5.1.2 et 5.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valorisation et entreposage des biodéchets

**Prescription contrôlée :**

**Article 5.1.2 :**

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R. 541-225 à R. 541-227 du Code de l'environnement.

**Article 5.1.3 :**

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et



des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté la présence de pailles humides et dégradées (compostage en cours observé) ainsi que de nombreux stockages d'issues de procédé de fabrication de pellets et de céréales (matières pulvérulentes), majoritairement compostés.</p> <p>Ces modalités de gestion des biodéchets produits dans l'établissement ne répondent pas aux dispositions du Code de l'environnement et sont de nature à générer des nuisances pour les riverains.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°10.</p> <p>En cas de sollicitation de délais complémentaires de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 45 jours

#### N° 11 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>[...] Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;</li> <li>• ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.</li> </ul> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b>

<p>Il a été constaté, au RDC de la tour de manutention du silo n°1, la présence d'une multiprise électrique, de type domestique, et un enrouleur de câble électrique assurant l'alimentation d'une pompe de relevage.</p> <p>Ces équipements électriques ne sont pas conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie, et ne disposent pas d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum.</p> <p>D'autre part, certains employés vapotent dans les installations dans lesquelles il est interdit de fumer.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°11.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 12 : Moyens de défense incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.3.1.1.1 et 7.7.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 7.3.1.1.1 :</b>  [...]. Les stocks de paille sont disposés de manière à permettre la rapide mise en œuvre des moyens de secours contre l'incendie.</p> <p><b>Article 7.3.1.1.1 :</b>  [...]. Les points d'eau incendie sont judicieusement répartis et facilement accessibles. Ceux-ci sont implantés à une distance minimale des bâtiments à défendre permettant l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie en dehors des effets irréversibles du sinistre (effondrement et rayonnement thermique notamment). [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'accès aux ressources en eaux dédiées à la défense incendie des stockages de paille, et situées à proximité de ces mêmes stockages, est rendu extrêmement difficile, pour lutter contre un incendie généralisé des stockages de paille en ballots, avec la présence de végétation et de stockages anarchiques de ces ballots de pailles, d'un véhicule, de déchets, de rebus ou issues de procédés de fabrication de l'établissement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°12.</p> <p>En cas de sollicitation de délais complémentaires de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan</p>

d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mesures d'urgence
<b>Proposition de délais :</b> 5 jours